

*L'économie*

La solution proposée par les Progressistes conservateurs prévoit un changement de milieu catégorique. Elle aboutira à une plus forte croissance économique et plus d'emplois. La politique libérale nous a menés à vivre dans un monde de «somme nulle». C'est un monde sectaire où règne la méfiance; ce que l'un d'entre nous gagne, un autre le perd. C'est la faille dominante du message du premier ministre la semaine dernière. Selon lui, nous devons avoir confiance les uns en les autres et être généreux avec nos voisins. Mais lorsque les gens se battent pour survivre, lorsqu'ils craignent de perdre leur emploi ou de voir leurs enfants ne pas trouver leur premier emploi, il n'y a guère de place pour la confiance et la générosité. Ce ne sont pas les belles paroles qui créeront l'harmonie à laquelle nous aspirons tous, mais plutôt une économie saine.

Nous ne devons pas accepter ce monde de «somme nulle» que nous impose le gouvernement fédéral. Nous devons prendre une nouvelle orientation et opter pour une politique où les Canadiens seront encouragés par un gouvernement qui comprend la valeur des investissements spéculatifs des investissements qui créeront des emplois, un gouvernement qui comprend l'importance d'une gestion compétente et un gouvernement qui sait que seule une économie saine peut garantir la sécurité.

La semaine dernière, les Canadiens de trois circonscriptions ont rejeté ce monde de «somme nulle». Ces Canadiens ont confirmé les derniers sondages Gallup. Ils désirent ardemment ce changement de cap. Les Canadiens veulent être fiers de leur pays. En 1967, nous étions fiers de notre pays, de nos concitoyens, de notre mode de vie, de nos industries et de notre position sur la scène internationale. Mais les Canadiens ont perdu cette fierté à la suite de quinze années de négligence et de mauvaise administration.

À l'heure actuelle, les députés doivent prendre les devants pour restaurer cette fierté, susciter cet espoir en l'avenir, saisir cette chance de rebâtir le pays dont nous étions si fiers il y a quinze ans. La déclaration du ministre marque un premier pas, mais ce n'est qu'un début. Il faut aller beaucoup plus loin.

**Des voix: Bravo!**

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur l'Orateur, avant de commenter l'exposé du ministre des Finances (M. Lalonde), je voudrais replacer ce débat dans le contexte des problèmes qui se posent aux pays en ce moment. Jusqu'à présent cette année, entre 9,000 et 10,000 entreprises ont fait faillite. Environ 1.75 million de Canadiens et de Canadiennes sont sans travail, des personnes qui aimeraient recevoir des chèques de salaire plutôt que des chèques d'assurance-chômage ou d'assistance sociale. Je dis au ministre que, en raison de la parfaite indifférence du gouvernement libéral devant la grave situation économique, d'ici Noël, nous perdrons probablement entre 80,000 et 100,000 nouveaux emplois. De plus, et c'est là une estimation prudente, 2,000 entreprises feront faillite. Toutes les régions et tous les secteurs de l'économie canadienne sont touchés par la récession que nous connaissons. C'est dans cette situation que le ministre a fait sa longue déclaration de 25 ou 27 pages.

Qu'est-ce que le ministre propose aux hommes et aux femmes qui cherchent une lueur d'espoir? Ils n'attendent pas la lune ni un miracle. Ils veulent croire que d'ici Noël, ils auront quelques raisons d'espérer au point de vue économique; c'est ça qu'ils cherchent. Qu'est-ce que le ministre propose?

J'ai demandé au critique du parti conservateur de vérifier ses chiffres. S'il examine le programme de dépenses directes et lit entre les lignes du texte du ministre, il constatera que c'est sur 18 mois et non 12 que sont répartis les 500 millions pour la création directe d'emplois. Cela ne suffirait même pas pour 12 mois. Si l'on ajoute les changements mineurs dans les dépenses pour le logement aux changements dans les dépenses budgétaires qui, selon le ministre, découleront de la création directe d'emplois, en tout, 480 millions consacrés à la création d'emplois dans une économie mesurée en milliards de dollars. Cela permettra la création d'au plus 60,000 emplois. Ce dont nous avons besoin en période de crise, et personne ne doute que nous en traversons une, c'est d'un programme de crise. Au Canada, nous avons besoin immédiatement d'un programme de redressement national, et non des miettes que nous jette le gouvernement libéral cet après-midi.

Je reviendrai au parti conservateur dans un instant, mais disons tout de suite que si les clichés peuvent tenir lieu de politique, le groupe à ma droite aura tenté d'en faire la preuve aujourd'hui. Après avoir dit que nous devons prendre des mesures, je voudrais mieux m'expliquer pour la gouverne de ceux qui ont un emploi. Pour certains d'entre nous, nous pourrions compter sur des emplois temporaires j'en suis certain, et ceux qui occupent un emploi doivent songer aux conséquences qu'entraîne un chômage aigu. Il y a quelques années, un Américain, Michael Harrington, a écrit un volume sur la pauvreté cachée. On peut dire qu'au Canada, il existe du chômage caché. Nous sommes trop facilement portés à nous imaginer que, grâce à nos régimes d'assistance sociale, et aussi du fait que nous vivons dans une sorte d'État-providence—un État qui ne pourvoit pas à tout, mais au moins qui a fait des progrès depuis les années 30—les chômeurs et les chômeuses ne souffrent pas vraiment. Je sais que des députés de tous les partis se sont entretenus avec des chômeurs, mais j'ignore si ce fut le cas pour des membres du cabinet. La crise de chômage que nous éprouvons actuellement exerce un effet néfaste sur ceux qui en subissent les conséquences; c'est une chose qui ne peut laisser personne indifférent.

Comme nous l'avons dit en d'autres occasions, des Canadiens et des Canadiennes cherchent du travail. Ce sont des emplois qu'ils veulent, pas des aumônes. Ce ne sont pas des analyses de 25 à 27 pages qu'ils demandent à leur gouvernement national. Ils souhaiteraient plutôt un programme de 25 pages qu'il serait possible de réaliser immédiatement; voilà ce qu'ils veulent. Il y a aussi un aspect humain, très réel, qui doit inspirer notre compassion. Comme palliatif à court terme, on nous propose un programme inférieur à 500 millions, ce qui n'est qu'une goutte d'eau dans la mer, alors que nous proposons, toujours pour le court terme, un programme quatre fois supérieur à ce montant. Et nous n'avons aucun scrupule à le faire. Si les conservateurs semblent lésiner sur les dollars, c'est qu'ils redoutent une réaction. Mais notre parti ne craint pas de proposer de dépenser cette somme considérable pour faire face à un pressant besoin humain, créer des emplois. Selon nous, en dépensant 2.2 milliards de dollars et en prenant le même dénominateur commun que celui utilisé par le ministre dans ses calculs au début de l'après-midi, nous pourrions créer un minimum de 250,000 emplois pour les Canadiens et les Canadiennes qui en ont besoin.